



**PRÉFECTURE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
(NOMINATIFS)
N°2024-017

PUBLIÉ LE 17 JANVIER 2024

Sommaire

Direction Départementale des Territoires et de la Mer / service environnement et littoral

80-2024-01-15-00007 - Arrêté dérogeant aux interdictions de perturbation intentionnelle, destruction, mutilation, altération, dégradation d'aires de repos ou de reproduction d'espèces animales protégées (8 pages)

Page 3

Préfecture de la Somme - SCPI - BEUP /

80-2024-01-09-00003 - Arrêté n°HAI/80/2023/03 portant habilitation de MVMT CONSEIL en vue de réaliser des analyses **??**d impact des demandes d autorisation d exploitation commerciale **??**pour le département de la Somme (2 pages)

Page 12

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

80-2024-01-15-00007

Arrêté dérogeant aux interdictions de
perturbation intentionnelle, destruction,
mutilation, altération, dégradation d'aires de
repos ou de reproduction d'espèces animales
protégées

ARRÊTÉ

dérogeant aux interdictions de perturbation intentionnelle, destruction, mutilation, altération, dégradation d'aires de repos ou de reproduction d'espèces animales protégées

LE PRÉFET DE LA SOMME

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 411-1 et 411-2, et R 411-6 à R 411-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, Monsieur Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2019 nommant Madame Emmanuelle CLOMES, ingénieure en chef des ponts des eaux et des forêts, directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2023 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle CLOMES en qualité de directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral de subdélégation de signature d'ordre général modifié de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 30 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié le 29 janvier 2020 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des spécimens de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu la demande du 31 octobre 2023 déposée par EARL BAYART Dominique ;

Vu la consultation publique qui s'est tenue du 16 novembre au 1^{er} décembre 2023 et l'absence de retour ;

Vu l'avis favorable sous réserve du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) du 10 janvier 2024 ;

Considérant que la demande de dérogation concerne la destruction d'un linéaire total de 110 mètres de haie arbustive basse ;

Considérant que compte-tenu du type de haie, de la localisation du projet et de son environnement, cette destruction est susceptible de porter atteinte à 8 espèces oiseaux, 3 espèces de reptiles, 1 espèce de mammifère terrestre et 6 espèces de chiroptère protégées ;

Considérant la période de reproduction et de nidification des espèces et, par conséquent, la date de réalisation des travaux fixée en dehors de la période allant du 1^{er} avril au 31 juillet ;

Considérant que la dérogation, compte tenu des conditions et modalités d'intervention, ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces visées ;

Sur proposition de la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1er. – Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est l'EARL BAYART Dominique, représentée par Monsieur BAYART Dominique.

Dans le cadre des travaux de suppression d'un linéaire total de 110 mètres de haies arbustives basses dans le but de faciliter le travail de la parcelle, Monsieur BAYART Dominique ou toute personne placée sous son autorité, est autorisé de déroger à l'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces protégées désignés à l'article 2, dans les conditions définies aux articles 3 à 10.

Article 2. – Espèces concernées et nature des interventions

Les espèces concernées par les travaux et la destruction d'habitat sont :

- **Oiseaux :**

Accenteur mouchet – *Prunella modularis*
Bruant jaune – *Emberiza citrinella*
Fauvette grisette – *Sylvia communis*
Linotte mélodieuse – *Carduelis cannabina*
Moineau domestique – *Passer Domesticus*
Rougegorge familier – *Erithacus rubicula*
Tarier pâtre – *Saxicola rubicola*
Troglodyte mignon – *Troglodytes troglodytes*

- **Reptiles :**

Couleuvre à collier – *Natrix natrix*
Lézard vivipare – *Zootoca vivipare*
Orvet fragile – *Anguis fragilis*

- **Chiroptères :**

Murin à moustache – *Myotis mystacinus*
Noctule de Leisler – *Nyctalus leisleri*
Oreillard roux – *Plecotus aurilus*

Oreillard gris – *Plecotus austriacus*
Pipistrelle de Nathusius – *Pipistrellus nathusii*
Sérotine commune – *Eptesicus serotinus*

- **Mammifères terrestres :**

Hérisson d'Europe – *Erinaceus europaeus*

Article 3 : Lieu d'intervention

Région administrative : Hauts de France

Département : Somme

Commune : Huppy

Ilot PAC : 34

Parcelle : ZP 49

Article 4 : Mesures de réduction, de compensation et d'accompagnement

1/ Mesures réduction

- > La réalisation des travaux de coupe et d'arrachage de la haie s'effectue en dehors de la période sensible des espèces, au cours de l'automne-hiver 2023-2024 et à compter du mois de septembre 2024.
- > La plantation de la haie compensatoire est réalisée au plus proche de la haie supprimée, sur la même parcelle cadastrale.

2/ Mesures de compensation

- > La plantation d'un linéaire de 170 mètres long et d'une largeur minimale d'1 mètre de haie de type arbustive est faite conformément au plan joint en annexe. Cette haie est composée d'au minimum de 5 essences locales différentes. Le pétitionnaire devra envoyer la liste des essences avant plantation pour validation à la DDTM.

3/ Mesures d'accompagnement

- > Une bande enherbée est maintenue au pied de la haie. Afin de porter la largeur totale de la haie à minimum 3 m.
- > La haie plantée est entretenue annuellement pendant la période hivernale, en dehors des périodes de floraison et de nidification. La taille ne devra pas rabattre la haie en dessous de 1 m.
- > Un bilan avec des photographies de la plantation est envoyé par l'agriculteur à la DDTM lors l'année de la plantation (N). Un second bilan est adressé par l'agriculteur à la DDTM au cours de la cinquième année après la plantation (N+5).
- > Un suivi est transmis par l'agriculteur à la DDTM au cours de la dixième année après la plantation (N+10).

Article 5 : Durées de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté pour une durée de 1 année (hors mesures de suivi, pour la réalisation des travaux). Elle est valable dans les limites fixées par les éléments de méthode et de saisonnalité définies par le présent arrêté.

La durée de validité peut être prolongée, sur demande du pétitionnaire et avant expiration de la présente dérogation, dans le cas où des contraintes techniques, dûment justifiées, ne permettraient pas de terminer le chantier dans le calendrier prévisionnel.

Les mesures de compensation doivent être maintenues et fonctionnelles pendant 30 ans.

Article 6 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 1 à 5 du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'art. L.415-3 CE.

Article 7 : Qualification des personnes amenées à intervenir

Au préalable des travaux, le pétitionnaire justifiera des compétences des personnes chargées de l'opération dans la connaissance des groupes d'espèces pour lesquels ils interviennent.

Article 8 : Modalités d'intervention

Les informations sur les modalités d'intervention sont détaillées dans le dossier de demande de dérogation.

Article 9 : Mesures de suivi

Deux comptes rendus décrivant les opérations réalisées ainsi que les données de suivis sont adressés à l'année N, N+5 et N+10 à la DDTM de la Somme et à la DREAL Hauts de France en vue de disposer de retours d'expériences précis sur ces mesures et pouvoir, si nécessaire les adapter.

De plus, les données de suivis sont envoyées au SINP (base de données communales sur la biodiversité) afin que les résultats puissent permettre de prévoir des mesures complémentaires en cas d'échec.

Article 10 : Voie et délais de recours

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens – 14, rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 1 – dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'intermédiaire de l'application « télérécourse citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de l'accomplissement des formalités de publicité.

Article 11 : Exécution de l'arrêté

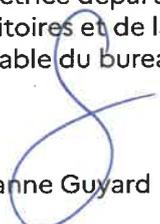
La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, l'Office français pour la biodiversité, le directeur régional en charge de l'environnement Hauts de France, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme et notifié au bénéficiaire.

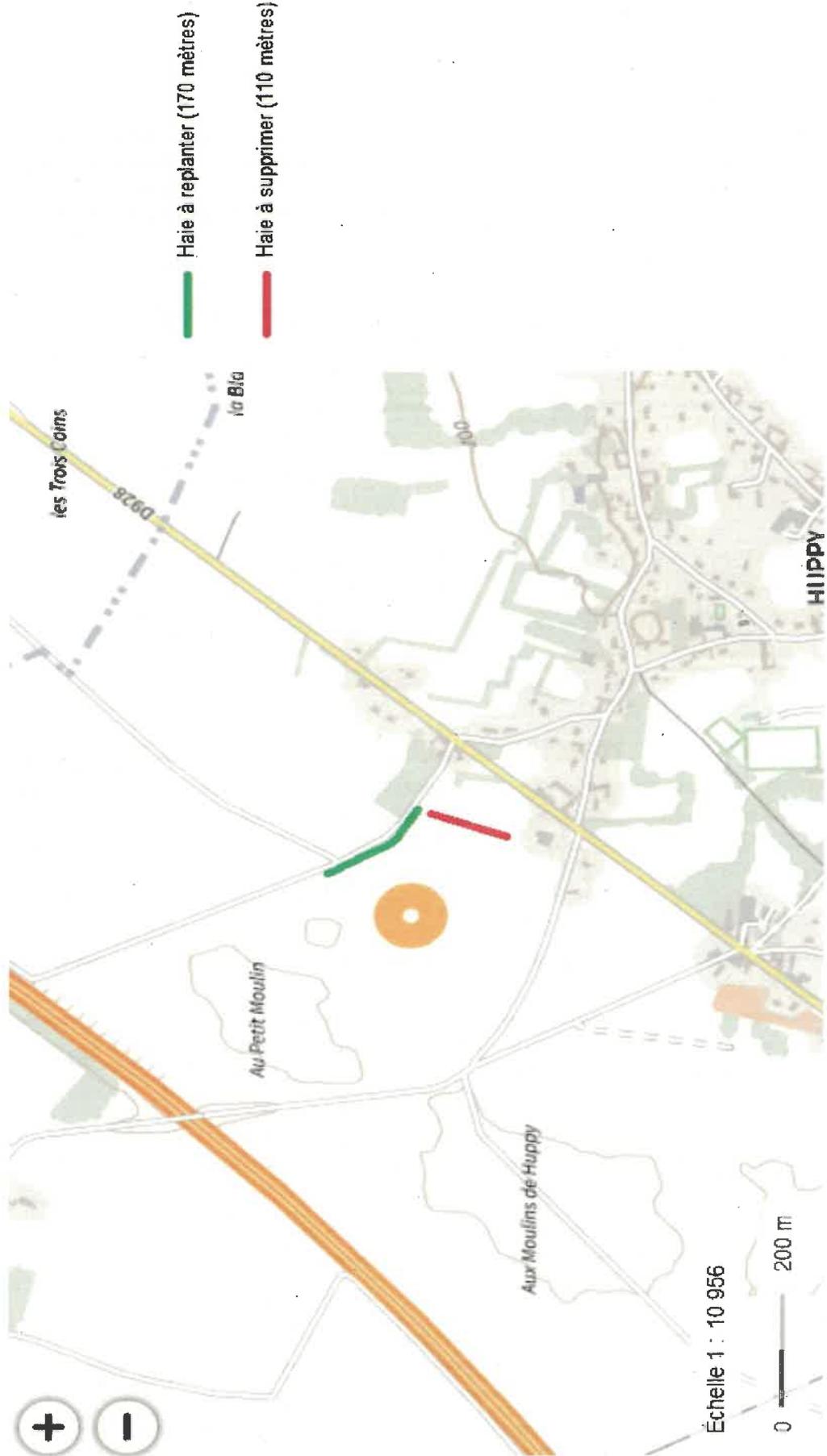
Amiens, le 15 janvier 2024

Le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des territoires et de la mer,
La responsable du bureau nature,


Suzanne Guyard

ANNEXES

Annexe 1 : plan de localisation



Annexe 2 : photographie de la haie à supprimer



Figure 1: Partie centrale

Annexe 3 : photographie de la haie à supprimer



Figure 2 : Vue en totalité

Préfecture de la Somme - SCPI - BEUP

80-2024-01-09-00003

Arrêté n°HAI/80/2023/03 portant habilitation de
MVMT CONSEIL en vue de réaliser des analyses
d'impact des demandes d'autorisation
d'exploitation commerciale
pour le département de la Somme



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n°HAI/80/2023/03

ARRÊTÉ

**portant habilitation de MVMT CONSEIL en vue de réaliser des analyses
d'impact des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale
pour le département de la Somme**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de commerce, en particulier ses articles L. 752-6 et R. 752-6 à R. 756-3 ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 modifiée, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la procédure devant la commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale ;

Vu le décret n°2019-563 du 7 juin 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commerciales et aux demandes d'autorisation commerciale ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le dossier de demande d'habilitation déposé le 20 octobre 2023 par la société MVMT CONSEIL, dont le siège social est situé 16 avenue des Saules à BRUNOY (91800), représentée par M. Jérôme MASSA en sa qualité de président, en vue de réaliser les analyses d'impact des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département de la Somme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}. – L'habilitation n°HAI/80/2023/03 de la société MVMT CONSEIL, dont le siège social est situé 16 avenue des Saules à BRUNOY (91800), représentée par M. Jérôme MASSA en sa qualité de président, en vue de réaliser les analyses d'impact des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département de la Somme est accordée à compter de la date de signature du présent arrêté.

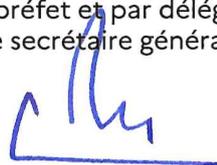
ARTICLE 2. – La présente habilitation est valable sur l'ensemble du département de la Somme, pour une durée de cinq ans, sans renouvellement tacite.

ARTICLE 3. – La personne affectée à l'activité faisant l'objet de la demande d'habilitation est M. Jérôme MASSA.

ARTICLE 4. – Le secrétaire général de la préfecture de la Somme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le **09 JAN, 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD